

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 2 which includes this report*) is tabled.

(*The Minutes of Proceedings and Evidence accompanying the Report are recorded as Appendix No. 37 to the Journals*).

The honourable Member for Kamloops—Shuswap (Mr. Riis) presented two petitions;

The honourable Member for Hamilton Mountain (Mr. Deans) presented a petition;

The honourable Member for Regina East (Mr. de Jong) presented a petition;

The honourable Member for Thunder Bay—Nipigon (Mr. Epp) presented a petition; and

The honourable Member for Ottawa Centre (Mr. Cassidy) presented a petition.

The following Notice of Motion, having been called, was transferred to Government Orders for consideration later this day or at the next sitting of the House pursuant to Standing Order 25(2):

That, further to the notice given on Thursday, May 2, 1985 by the Minister of Regional Industrial Expansion, and pursuant to the provisions of Standing Order 82, in relation to Bill C-15, An Act respecting investment in Canada, one sitting day shall be allotted to the consideration of each of the report stage and the third reading stage of the said bill; and

That fifteen minutes before the expiry of the time provided for government business on those days, any proceedings then before the House shall be interrupted, if necessary, for the purpose of this Order and, in turn, every question necessary to dispose of the stage of the bill then under consideration shall be put forthwith and successively, without further debate or amendment.—*The Minister of Regional Industrial Expansion.*

Pursuant to Standing Order 44(4), the following Question was made an Order of the House for a Return:

No. 145—*Mr. Angus*

As of (a) December 12, 1984 (b) September 3, 1984 (c) December 3, 1979, what was the name, law firm and community of all federally appointed prosecutors?—Sessional Paper No. 331-2/145.

Mr. Dick, Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, presented,—Return to the foregoing Order.

Debate was resumed on the motion of Mr. Axworthy, seconded by Mr. Gauthier,—That this House condemns the Government, not only for its failure to protect Canada from potential problems of foreign direct investment as demonstrated by the Government's failure to take effective action in dealing with foreign take-overs in the cases of Mitel and of the book-publishing industry, but also for its contempt for the

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 2 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 37 aux Journaux*).

L'honorable député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) présente deux pétitions;

L'honorable député de Hamilton Mountain (M. Deans) présente une pétition;

L'honorable député de Regina-Est (M. de Jong) présente une pétition;

L'honorable député de Thunder Bay—Nipigon (M. Epp) présente une pétition; et

L'honorable député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) présente une pétition.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres émanant du gouvernement et son examen est décrété à plus tard aujourd'hui ou à la prochaine séance de la Chambre, conformément à l'article 25(2) du Règlement:

Que, suite à l'avis donné le jeudi 2 mai 1985, par le ministre de l'Expansion industrielle régionale, conformément à l'article 82 du Règlement, relativement au projet de loi C-15, Loi concernant l'investissement au Canada, un jour de séance soit attribué pour l'étape du rapport et un jour de séance pour l'étape de la troisième lecture du projet de loi; et

Que, quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les Affaires émanant du gouvernement au cours de ces séances, toute délibération devant la Chambre soit interrompue, s'il y a lieu, aux fins de cet ordre et, par la suite, toute question nécessaire pour disposer de l'étape à l'étude à ce moment soit mise aux voix immédiatement et successivement, sans plus ample débat ni amendement.—*Le ministre de l'Expansion industrielle régionale.*

Conformément à l'article 44(4) du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 145—*M. Angus*

Le a) 12 décembre 1984, b) 3 septembre 1984, c) 3 décembre 1979, quels étaient les noms de tous les procureurs fédéraux, de leur cabinet et de leur localité?—Document parlementaire n° 331-2/145.

M. Dick, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Le débat reprend sur la motion de M. Axworthy, appuyé par M. Gauthier,—Que la Chambre blâme le gouvernement non seulement d'avoir omis de protéger le Canada contre les problèmes éventuels que pourraient poser les investissements étrangers directs, comme le prouve le fait qu'il n'a pas réussi à prendre des mesures efficaces contre les acquisitions par des intérêts étrangers dans les cas de Mitel et de l'industrie de